

Les explications de la wilaya d'Alger

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Conférence nationale
Lakhdar Brahimi
s'explique
une fois de plus

Page 2

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4739 - Mardi 26 mars 2019 - Prix : 10 DA

Sonatrach dément la rumeur

«Aucune exportation gratuite de gaz vers des clients de l'Algérie»

Page 2

Trump innocenté par Mueller

Par Mohamed Habili

Robert Mueller, le procureur spécial en charge de l'enquête dite russe, a remis son rapport au ministre de la Justice William Barr, qui n'a pas tardé à en révéler les grandes lignes aux membres du Sénat, qu'on peut résumer par ceci qu'il n'y avait pas eu de collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump et la Russie. Dit en d'autres termes : non, ce ne sont pas les Russes qui ont fait de Trump le président actuel des Etats-Unis. Pour autant, cela ne signifie pas qu'il n'y a eu aucune tentative d'aucune sorte de la part des Russes pour influencer sur la présidentielle de 2016. Sauf que ce n'est pas à eux que Trump doit son entrée à la Maison-Blanche, mais au peuple américain. De même, il faut bien le dire, au système électoral américain à deux degrés, qui peut donner la victoire à un candidat même s'il ne l'a pas emporté en termes de nombres de voix sur son rival. Reste que l'élection de Trump vient d'être reconnue comme parfaitement régulière, au terme d'une enquête qui a pris des mois, et qui surtout a été conduite par un procureur à la fois indépendant et hostile à Trump, bien que lui-même soit républicain. On ne peut prendre la véritable mesure de l'importance de cette conclusion de l'enquête qu'en ayant à l'esprit que pendant tout ce temps, la possibilité que Trump puisse se voir l'objet d'une procédure de destitution ne s'est à aucun moment dissipée.

Suite en page 3

Au moment où les policiers sont occupés à encadrer les marches

Le commerce informel revient en force



PH/E. Soraya/J. A.

Aux marchés Ferhat-Boussad (Meissonnier), Reda-Houhou (Clauzel), Bachdjarah et ailleurs, le commerce informel bat son plein. En effet, au moment où les policiers sont occupés à encadrer les manifestations et le mouvement populaire que connaît le pays depuis le 22 février, le commerce informel réapparaît après une année d'absence. Lire page 2

Téléphonie mobile

Avec S3X, HOT 6X et Smart 2, Infinix se lance officiellement en Algérie

Page 24

Peinture

«Allégorie», nouvelle exposition de Taïeb Benabbas Bakhti

Page 13

Conférence nationale Lakhdar Brahimi s'explique une fois de plus

LE DIPLOMATE Lakhdar Brahimi, dans une lettre rendue publique lundi, revient, encore une fois, sur la conférence nationale proposée par le président Bouteflika pour sortir le pays de la crise et explique une fois de plus son rôle dans la préparation de cette rencontre nationale inclusive. «L'Algérie vit des journées et des semaines pleines de promesses, mais aussi de craintes et de dangers. Chacun essaie de suivre ce qui se passe chez nous, de là où il elle se trouve. Certains essaient de peser sur les événements: ceci est parfaitement légitime lorsqu'il s'agit d'Algériennes ou d'Algériens; ça ne l'est pas du tout pour celles et ceux qui ne le sont pas. Dans ce message, je ne cherche pas à analyser, encore moins à prescrire», écrit Lakhdar Brahimi en premier dans sa lettre dans laquelle il dit chercher «simplement à clarifier, une fois pour toutes, quelques points qui concernent ma modeste personne». Ainsi, en premier lieu, le diplomate démentira «les écrits» selon lesquels il aurait été chargé de présider la Conférence nationale proposée pour favoriser une sortie de la crise : «Au pays, comme à l'étranger, on continue à dire et à écrire que l'on m'a offert la position de président de la Conférence nationale proposée pour favoriser une sortie de crise. On continue même d'écrire que je tiens actuellement ce rôle. J'ai dit publiquement et je redis ici, que ce n'est pas vrai: on ne m'a jamais proposé ce poste; pas plus qu'on ne m'a proposé à aucun instant le moindre rôle officiel ou officieux. La situation dans le pays n'est pas celle où une seule partie peut unilatéralement choisir le président d'une telle Conférence». «De même, poursuivra Lakhdar Brahimi, je redis ici que les conversations que j'ai eues dernièrement à Alger avec des représentants politiques, de l'Etat comme de l'opposition, et des membres de la société civile, étaient informelles». Et de s'interroger ainsi «faut-il désormais être mandaté par qui que ce soit pour parler à des compatriotes de la situation dans notre pays ?». Aussi, le diplomate affirmera que «si et quand cette Conférence devait devenir réalité, ce serait, à l'évidence, aux différents groupes qui en feraient partie de s'entendre pour choisir le président de la Conférence ou, plus probablement, le Présidium qui piloterait ses travaux». Et de conclure : «Je suis certain que les observateurs et les commentateurs objectifs tiendront compte de cette mise au point, à l'avenir. Les autres, je suppose, continueront à raconter ce qu'ils veulent».

L.N.

Au moment où les policiers sont occupés à encadrer les marches — Le commerce informel revient en force

■ Aux marchés Ferhat-Boussad (Meissonnier), Reda-Houhou (Clauzel), Bachdjarrah et ailleurs, le commerce informel bat son plein. En effet, au moment où les policiers sont occupés à encadrer les manifestations et le mouvement populaire que connaît le pays depuis le 22 février, le commerce informel réapparaît après une année d'absence.

Par Thinhinene Khouchi

En cette période où les manifestations et les marches sont quotidiennes, les policiers et les contrôleurs ne savent plus où donner de la tête. En ce moment, les vendeurs de l'informel en profitent et n'hésitent pas à squatter les ruelles de la capitale. En effet, même si les autorités ont déclaré, depuis un bon moment, la guerre à ce phénomène qui mine l'économie nationale et qui continue de générer des pertes financières considérables à l'Etat en raison de l'évasion fiscale induite, le marché informel, après une année d'absence, a réapparu durant cette période où les forces de l'ordre sont occupées à encadrer les manifestations. À Meissonnier, Clauzel, Bouzareah, Ain Benian, Bachdjarrah... les vendeurs de l'informel occupent la rue. Des fruits, légumes, vêtements, pain et même produits laitiers comme le fromage et les yaourts sont posés à même le sol. Aucun respect des règles d'hygiène. Certains policiers jouent alors au chat et à la souris avec ces commerçants illicites. En effet, chasser le matin, ces vendeurs à l'origine des tas de détritus de toutes sortes, qu'ils laissent quotidiennement derrière eux, en fin de journée, reprennent leurs activités aussitôt les policiers parti. A Meissonnier, les habitants se plaignent de la présence de



ces vendeurs qui sont toujours aussi nombreux et bruyants. «Je n'arrive pas à marcher tranquillement sans me faire bousculer. Je ne trouve pas où garer ma voiture, les trottoirs sont occupés par les vendeurs ainsi que la route, c'est devenu impossible de vivre dans cette place et ce qui me dérange le plus, ce n'est pas le bruit que je dois endurer chaque jour mais la saleté que laissent ces vendeurs à la fin de journée», nous confie Tarek, un père de famille habitant à Meissonnier. Même situation à Clauzel ; en effet, hier matin, juste après le passage des policiers, les ven-

deurs illicites n'ont pas hésité à réinstaller leurs marchandises et à reprendre leurs activités. Un propriétaire d'un magasin à dans ce marché nous a assuré que «c'est la même histoire qui se répète chaque jours. Il y a deux mois, ces vendeurs de rue n'avaient plus le droit d'installer leurs marchandises ici mais depuis le début les manifestations, ces vendeurs profitent de l'absence des policiers occupés à encadrer les manifestations et ont submergé les ruelles de leurs pratiques illicites». A noter que la situation est similaire dans plusieurs wilayas du pays. Les

enveloppes dégagees pour réaliser les marchés couverts, en vue d'abriter une activité commerciale transparente, n'ont pas connu l'aboutissement espéré par les pouvoirs publics. Et pour cause, les commerçants refusent de regagner les locaux, fuyant les charges de location et d'entretien, et après des années d'efforts et moult opérations pour recadrer l'activité informelle, l'Etat se trouve dans l'incapacité de trouver une solution qui ferait consensus, et par conséquent, redonner une deuxième vie à ces espaces.

T. K.

Sonatrach dément la rumeur

«Aucune exportation gratuite de gaz vers des clients de l'Algérie»

Face aux rumeurs qui circulent depuis quelque temps sur un supposé approvisionnement à titre gracieux de gaz algérien à quelques pays, le vice-président des activités de commercialisation de Sonatrach a tenu à démentir formellement ces supputations, affirmant que l'Algérie «n'a jamais exporté gratuitement du gaz ou autres produits liquides» des hydrocarbures à ses clients. Dans un entretien accordé à l'agence de presse algérienne, Ahmed El-Hachemi Mazighi a nié en bloc les informations publiées récemment par des médias sur de prétendues exportations gratuites de gaz algérien vers la France. Selon lui, «il est impossible d'exporter gratuitement du gaz en matière d'exportation. Pour qu'une molécule d'hydrocarbures puisse quitter le sol algérien, il faut qu'il y ait une déclaration douanière. La base de cette déclaration est d'avoir un volume mesuré associé d'un prix. Sans déclarer le prix et le volume, vous ne pouvez pratiquement rien exporter. Historiquement, on a assisté à deux exceptions à cette règle: en 2004 où on devait exporter temporairement notre brut vers nos capacités de stockage en Corée. Le brut, dans ce cas, quittait l'Algérie avec une facture temporaire. La deuxième exception concerne le processing du pétrole brut qu'on a entamé en 2018: on transfère le titre de propriété à un client et vous êtes comptable d'un bilan d'importation

d'essence et de gasoil par la douane», souligne le même responsable. Donc, résume-t-il, «à la question de savoir si le gaz algérien a été exporté gratuitement vers la France, la réponse est NON». De surcroît, le vice-président des activités de commercialisation de Sonatrach relève que dans le domaine du gaz naturel, pour que les documents contractuels puissent entrer en vigueur, ils doivent être approuvés par les organes sociaux de l'entreprise et par les autorités publiques.

Baisse des exportations des hydrocarbures : les explications de Sonatrach

La baisse de 40% des exportations des hydrocarbures de l'Algérie en janvier 2019 (des exportations de 2,14 milliards de dollars contre 3,6 milliards de dollars en janvier 2018) s'explique par plusieurs facteurs, a souligné Ahmed El-Hachemi Mazighi. Selon lui, en janvier 2019, «il y a eu beaucoup de consignations portuaires à cause du mauvais temps. Donc, énormément de cargaisons de brut, de produits raffinés ou de GNL/GPL sont passés du mois de janvier à février». «Il ne faut donc pas prendre en considération les chiffres de janvier uniquement, parce que tous les produits liquides qui devaient être envoyés par voie portuaire durant ce mois (janvier 2019) ont glissé vers février 2019 à cause de la fermeture des ports» pour des raisons météorologiques, explique-t-il. A ce

propos, il fait savoir que sur les deux mois de janvier et février 2019 cumulés, l'Algérie a exporté pour 6,086 milliards de dollars contre 6,630 milliards de dollars durant la même période de 2018.

Les relations avec les partenaires se poursuivent de «manière normale»

Questionné sur les informations publiées récemment par des médias sur de prétendues suspensions de signature d'accords par des partenaires de Sonatrach, M. Mazighi a affirmé que les relations de Sonatrach avec ses partenaires «se poursuivent de manière normale». «Toutes les discussions que nous menons avec nos partenaires, que ce soit Exxonmobil ou autres, sont cadrées par des accords de confidentialité. Il est donc impossible de faire à la presse des points de situations régulier sur l'état d'avancement des discussions. Cela ne nous empêche pas, pour autant, d'informer s'il y a des suspensions ou décalages», a-t-il expliqué. D'ailleurs, en matière d'engagements et de documents contractuels, «j'ai été destinataire, en tant que vice-président Activités commercialisation, d'un avenant de la part d'Exxonmobil lundi dernier (18 mars 2019), concernant la commercialisation des hydrocarbures. C'est la preuve concrète que ces gens-là continuent à signer des engagements avec nous», affirme le même responsable.

Meriem Benchaoua

Protestations pour le relogement

Les explications de la wilaya d'Alger

■ Chaque lundi, des femmes, des personnes âgées et des enfants, viennent crier leur détresse devant le siège de la wilaya d'Alger. Ce sont les habitants de plusieurs communes, venus demander à être relogés. La wilaya d'Alger s'explique

sur ces cas.

Par Louiza Ait Ramdane

Malgré les différentes opérations de relogement, le problème est loin d'être réglé. Lors de cette énième action de protestation, certains affirment qu'ils n'ont pas où aller, ni les moyens de louer un appartement. Ils ont également dénoncé des irrégularités dans l'opération de relogement et demandent l'ouverture d'une enquête. Des habitants des bidonvilles de Bachdjarah, et d'El Kerrouch à Réghaïa étaient parmi la foule en colère. Ils ont affirmé qu'ils attendent depuis des mois le résultat de leurs recours mais ne voient rien venir. «Plusieurs familles ont été exclues», affirment les personnes rencontrées devant la wilaya d'Alger. Ces habitants sont depuis des mois dans la rue, d'autres louent chez des habitants, d'après les témoignages recueillis sur place. Il y a même un père de famille qui passe ses nuits dans sa voiture depuis 4 ans, raconte-t-il. «On nous a demandé de déposer à nouveau des recours, nous voilà venus comme prévu. On nous reçoit chaque jour, mais après il n'y a rien», s'indigne une mère de famille. Ces protestataires affirment qu'ils viennent pratiquement chaque semaine s'enquérir de l'avancement de leurs dossiers, mais en vain.

Pour en savoir plus, nous avons interrogé M^{me} Fairouz Mohamedi, inspectrice de la wilaya d'Alger, qui a répondu favorablement à notre sollicitation. Débordée de travail, elle nous a accordé quelques minutes de son temps. Maîtrisant parfaitement son sujet, la responsable, très sereine, a



été très étonnée d'entendre que des citoyens avec des dossiers valables attestant leur droit d'être relogés n'ont pas bénéficié d'un toit depuis trois ou quatre ans. «Je voudrais bien parler avec ces gens. C'est impossible», déclare-t-elle. Selon elle, le problème qui se pose avec le relogement c'est les recours. «Notre cellule d'écoute se base sur les recensements de 2007 et 2013. Le wali d'Alger a même instruit ses services de recevoir le citoyen, d'écouter et de réexaminer tous les recours pour la deuxième ou troisième fois, s'il s'avère nécessaire», ajoute la même responsable. Selon ses dires, les recours ne prennent pas beaucoup de temps. Justement après validation du dossier, le citoyen est relogé automatiquement lors de la prochaine opération de relogement. «Généralement, j'interviens personnellement pour aider les gens qui sont vraiment

dans le besoin et dont le dossier est valable. Mais la plupart des cas s'avèrent, malheureusement, pas admissibles», regrette-t-elle, ajoutant que sa cellule d'écoute reste toujours ouverte à tous les citoyens durant les jours de semaine, pas uniquement les jours de réception. En lui présentant un document d'un citoyen d'El Kerrouch, pris en photo par un collègue, M^{me} Fairouz Mohamedi se rappelle très bien des cas de cette commune. «El Kerrouch, c'est un cas exceptionnel», dira-t-elle. «L'ex-PI/APC a validé toutes les demandes. Il nous a créé un très grand problème. Des gens ont reçu des écrits officiels de la part de l'ex-maire, attestant qu'ils ont le droit absolu de posséder un logement. Il aura fallu que la wilaya intervienne pour redresser la situation», raconte F. Mohamedi. «Il y a même eu un cas qui s'est présenté avec un

dossier valide, mais après enquête il s'est avéré que le dossier était scanné», ajoute-t-elle. D'ailleurs, la responsable a insisté pour recevoir une citoyenne concernée par l'affaire. Une dame âgée se présente avec sa fille, en donnant la même version des faits. Selon la responsable de la cellule d'écoute de la wilaya d'Alger, dans la plupart des cas c'est le citoyen qui dénonce des irrégularités et des cas suspects de personnes ayant bénéficié d'un logement sans le mériter. Elle cite le cas d'un citoyen possédant une villa qui n'est pas à son nom et qui a pu bénéficier d'un logement social en même temps. «Les services de la wilaya qui ont pris la plainte de ses voisins au sérieux ont décidé de lancer une enquête qui a confirmé la situation. Ainsi, les services de la wilaya sont intervenus pour récupérer le logement.

L. A. R.

Activités politiques Cafouillages au sein des partis

Une ambiance méli-mélo règne ces derniers jours au sein des partis politiques notamment ceux de la majorité, ce qui, pour le moins que l'on puisse dire n'est pas de bon augure par ces temps de crise. Le parti du Front de libération nationale (FLN) a affirmé son attachement à l'organisation de la Conférence nationale inclusive à laquelle a appelé le Président Bouteflika. Dans un communiqué explicatif, le FLN a fait savoir qu'il prendra part au «débat national (Conférence nationale inclusive)». Et de réitérer au passage «son engagement à respecter la feuille de route décidée par le président de la République (pour une sortie de crise) dans laquelle il s'est engagé à prendre une série de réformes radicales visant à construire une nouvelle Algérie, en réponse aux aspirations du peuple algérien épris de plus de réformes politiques, éco-

nomiques et sociales». Ajoutant que «les décisions émanant de la Conférence nationale inclusive seront souveraines et à caractère obligatoire, garantissant la concrétisation d'un nouveau système pour la République algérienne, où seront exprimées les aspirations du peuple algérien». En outre, à propos du mouvement populaire déclenché depuis le 22 février dernier, le FLN dira qu'il «a toujours été aux côtés du peuple et de la catégorie des jeunes», réitérant ainsi «sa disposition à œuvrer à la concrétisation de ces décisions, aux côtés de toutes les forces nationales, au diapason des aspirations et des espoirs du peuple au changement et à la contribution à l'édification d'une nouvelle République, en concrétisation des revendications du mouvement populaire». Sauf qu'à cette position officielle du vieux parti, ont émergé d'autres positions de

la part de certaines personnalités du FLN qui somme toute ne la partagent pas, et sont sortis des rangs pour exprimer leur ressenti sur les événements actuels. C'est ainsi que Hocine Khaldoun, porte-parole du FLN, qui affirme sur TSA, s'exprimer en son nom personnel, considérera «inutile» voire même «non productive» la tenue de la conférence nationale «dans la mesure où sa mise en place posera problème» notamment dans sa «représentativité», «d'autant plus il n'y a pas de consensus de représentativité au sein de ces communes», tout comme dans les partis politiques et dans le mouvement lui-même. Ce sont là des prises de positions qu'il entend défendre au sein de l'instance de coordination du parti. Le même cafouillage est aussi dans la maison RND où les déclarations et les mises au point se succèdent. Ainsi, outre

la sortie fulgurante de son deuxième homme, Seddik Chihab, qui sur la chaîne El Bilad Tv avait déclaré que «la candidature du Président Bouteflika au cinquième mandat était une erreur», et pour laquelle «le RND n'était pas convaincu» et «n'avait pas le courage nécessaire pour exprimer sa position», une déclaration qui sera vite recadrée par la direction du parti qui évoquera «un débat orienté et où il y avait de la provocation, notre collègue a été poussé vers une réaction émotive et parfois à un éloignement des positions connues du parti». A cet épisode suivra la rumeur sur la démission de Ouyahia de son poste de secrétaire général du parti. Là aussi, un démenti a été publié illico. En outre, un communiqué final qui a sanctionné avant-hier la réunion des secrétaires des bureaux de wilaya avec le bureau national du Rassemblement, présidée par le

LA QUESTION DU JOUR

Trump innocenté par Mueller

Suite de la page une

Bien au contraire, elle est allée s'affirmer jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'annonce de la remise du rapport. Il faut dire que les plus grands médias américains, et partant ceux qui à travers le monde professent toujours les mêmes avis qu'eux et à peu près sur tout, ont fait de cette destitution leur cause principale, celle à laquelle tout était subordonné. On comprend que pour l'heure leur déception n'ait d'égalé que la satisfaction, la liesse serait en l'occurrence un mot plus juste, de leurs adversaires. Or, à leurs yeux, plus calamiteux, plus affreux même que cette espèce de réhabilitation de Trump qui survient, et qui sans doute les prend à contrepied, il y a ce sur quoi elle est susceptible de déboucher, qu'elle semble de nature à favoriser et de façon peut-être décisive : la réélection de Trump en 2020. Bien malin celui qui saurait dès à présent ce qui se passerait d'ici la prochaine présidentielle américaine. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui Trump est en meilleure position d'être réélu le moment venu qu'il ne l'était avant que le procureur Mueller ne donne la primeur de son rapport à qui de droit. Les démocrates et leurs médias s'en trouvent réduits à espérer qu'avec la publication de la version complète du rapport, ils puissent trouver un ou plusieurs détails négligés par William Barr dans sa lecture hâtive, et qui leur permettrait de le remettre en cause en entier. Par exemple, le rapport, selon la seule personne qui en ait encore pris connaissance en dehors de son auteur, ne tranche pas la question de savoir si Trump a ou non cherché à gêner le cours de l'enquête, et dans ce cas en vue de la tourner à son avantage. On peut être certain que c'est sur ce «vide», sur cette espèce de doute bénéficiant au mis en cause, qu'ils vont concentrer leurs attaques, pour que les conclusions à décharge se transfèrent en leur contraire. Les anti-Trump ce comptent les Etats-Unis auraient pourtant mieux à faire pour éviter le pire, que Trump soit réélu : lui susciter le meilleur rival possible. Or ils ne donnent pas le sentiment de s'y consacrer bientôt.

M. H.

secrétaire général du parti, Ahmed Ouyahia, le RND a appelé sa base militante à se mobiliser pour préserver la stabilité et promouvoir une solution politique, tout en réitérant le soutien «absolu» des militants au secrétaire général du parti, Ahmed Ouyahia, et en dénonçant avec vigueur les tentatives de déstabilisation du parti, note le communiqué.

Lynda Naili

Conférence internationale de solidarité avec le peuple sahraoui

Lamamra prend part à Pretoria à la réunion préparatoire

■ Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a pris part à la réunion ministérielle préparatoire à la Conférence internationale de solidarité avec le peuple du Sahara occidental occupé qui se tient depuis hier à Pretoria.

Par Selma N.



PH.D. R.

La réunion ministérielle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du sommet de la Communauté de Développement des Etats de l'Afrique Australe (SADC), tenu en août 2018, pour réaffirmer la solidarité avec le peuple du Sahara occidental et apporter un appui à la lutte de ce dernier pour l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermina-

tion, conformément aux principes qui ont présidé à la décolonisation du continent africain. Abrisée par le Centre des conférences du ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale de la République d'Afrique du Sud, cette réunion préparatoire a réuni, outre M. Lamamra, les ministres des Affaires étrangères des 16 pays membres de la Communauté de la SADC, ainsi que de hauts représentants de pays amis de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), notamment le Nigeria, le Venezuela, Cuba et Kenya. De nombreux

chefs d'Etat et de gouvernement dont notamment les présidents de Namibie, d'Afrique du Sud, du Zimbabwe, du Botswana, du Lesotho et d'Ouganda, prennent part à la Conférence de Pretoria, avec la participation également d'anciens présidents comme Olusegun Obasanjo du Nigeria ainsi que des délégations de haut niveau de pays non africains notamment Cuba, Nicaragua, Venezuela et Timor Leste.

Elle impliquera aussi plusieurs organisations de la société civile africaine. Il est prévu, lors de la première journée de la

conférence de deux jours, une communication du ministre sahraoui des Affaires étrangères et une présentation d'une vidéo sur le Sahara occidental occupé. Cette conférence permettra aux Chefs d'Etat et de gouvernement d'exprimer le soutien de la communauté de l'Afrique australe au processus de décolonisation et au droit à l'autodétermination du Sahara occidental.

Les travaux se poursuivront dans l'après-midi en deux ateliers distincts consacrés aux thèmes du rôle de la communauté internationale dans l'assurance de l'application de toutes les

résolutions et décisions des Nations unies et de l'Union africaine sur le Sahara occidental, y compris le renforcement des mesures contre l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental. La conférence devrait s'achever avec l'adoption d'une stratégie régionale de la SADC et une déclaration visant à établir des mécanismes permettant aux parties prenantes et aux partenaires, y compris le Maroc, de respecter l'esprit des décisions de l'Union africaine (UA) et de l'ONU visant à accélérer le règlement du conflit du Sahara occidental occupé. S. N./APS

Investissement à El-Oued Plus de 100 projets industriels qualifiés l'an dernier

CENT quatre projets industriels et touristiques ont été qualifiés durant l'année 2018 à travers la wilaya d'El-Oued, en hausse de 320% par rapport à l'année l'ayant précédé (32 projets), a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Ce nombre reste, toutefois, en-deçà des attentes et des possibilités de la wilaya aux fortes potentialités, du fait de certaines lourdeurs de procédures administratives décrites par des investisseurs. Certains d'entre eux, rencontrés par l'APS, souhaitent une accélération de l'étude de leurs dossiers afin de bénéficier du foncier industriel et lancer leurs projets. Ils signalent que leurs dossiers, renfermant une étude technico-économique élaborée par un bureau d'études spécialisé, ont été déposés au niveau de la Direction de wilaya de l'Industrie et des Mines depuis plus de six mois et «n'ont toujours pas été étudiés». Leurs dossiers concernent, disent-ils, soit des demandes de transfert de leur activité en dehors du tissu urbain vers des zones d'activités, soit des demandes de foncier industriel pour monter de nouvelles entités. G. H.

Batna : une prise en charge des patients de 20 wilayas

Une pression de plus en plus forte au Centre anti-cancer

Assurant la prise en charge des patients qui viennent de 20 wilayas de l'est et du sud du pays, le service de radiothérapie du Centre anti-cancer (CAC) de Batna connaît une pression de plus en plus forte. Pas moins de 150 malades en moyenne, parfois même 180, sont pris en charge quotidiennement, a assuré le chef du service, P Kamel Hamizi, qui souligne la spécificité du traitement effectué en plusieurs doses réparties sur 25 à 35 séances de 12 à 15 minutes chacune. «Le tiers des malades pris en charge souffrent du cancer du sein, même si la priorité est accordée aux patients atteints de tumeurs internes de la prostate, de l'utérus ou du cerveau, pour lesquels la radiothérapie est un traitement préliminaire précédant la chirurgie», a-t-il précisé. «Excepté pour le cancer du sein dont la durée d'attente peut aller jusqu'à 45 voire même 60 jours le traitement étant considéré préventif, les efforts sont déployés pour rapprocher les rendez-vous des séances, face à l'actuelle pression sur les services de radiothérapie du pays et en attendant l'ouverture des nouveaux centres anti-cancer en cours de réalisation», a relevé le même praticien. L'équipe de radiothérapie compte seulement cinq physiciens pour assurer le fonctionnement des trois accélérateurs de particules, la détermination du plan de traitement pour chaque malade et la dosimétrie ainsi que la maintenance, a noté P Hamizi, précisant que «le déficit en techniciens en physique représente un problème posé à l'échelle nationale». Même si le problème de manque de person-

nel est quelque peu pallié par le recours aux heures supplémentaires, la plus grande crainte est «de voir tomber en panne un des accélérateur, surtout qu'il est impératif de continuer la séance entamée pour chaque patient», a souligné encore le même spécialiste. Bien que la salle d'attente soit presque archicomble, malades et leurs parents venus de plusieurs wilayas, comme le révèlent les plaques d'immatriculation de véhicules parqués à l'entrée du CAC, l'APS a trouvé de grandes difficultés à obtenir l'avis des présents sur les soins et services prodigués par le centre. Accompagné de son père atteint d'une tumeur interne, Nasredine Benbrahim, cadre à Batna, a fait l'exception en acceptant de parler. D'emblée, il a déclaré qu'il avait déjà eu à venir au CAC en compagnie de sa mère qui souffrait d'une tumeur ayant fait l'objet d'une ablation et qui se trouve actuellement dans «un état stable». Trois semaines après le dépôt de son dossier, il a été informé par téléphone de ramener son père pour débiter les séances de radiothérapie. «En réalité, nous n'avons eu aucune difficulté ni pendant l'accueil ni durant la prise en charge, que ce soit avec ma mère ou maintenant avec mon père», dit-il. Pour certains autres accompagnateurs de malade ayant refusé de révéler leur identité et d'entrer dans le détail, «le plus important est que le patient reçoive le traitement dans les délais fixés», surtout après l'ouverture à Batna de deux maisons pour l'accueil gratuit des malades et leurs proches résidant à l'extérieur de la wilaya.

Renforcement prochain du service de radiothérapie par de nouveaux équipements

Le directeur du CAC, Aïssa Madhoui, a fait savoir que le prochain renforcement du service de radiothérapie par des équipements nouveaux et de pointe permettra l'amélioration de la prise en charge des malades et une plus haute précision dans le traitement des tumeurs, notamment du larynx et de la prostate. «Ces équipements, dont le dossier est déjà au niveau du ministère de tutelle, seront acquis courant 2019», a-t-il indiqué. Ce service a reçu l'année passée 1 800 patients des wilayas de l'est et du sud-est, a ajouté le responsable du CAC. Depuis l'ouverture du CAC en 2014, 7 000 patients d'une vingtaine de wilayas ont été pris en charge par les divers services de chimiothérapie, de radiothérapie, d'hématologie, de chirurgie et de radiologie dont 5 003 continuent encore de se faire traiter ou suivre au centre, a ajouté la même source. D'une capacité de 240 lits, le CAC Batna est depuis début 2018 le troisième établissement du pays à effectuer des greffes de foie et autogreffe de cellules souches hématopoïétiques sous la direction du P Mahdia Saïdi. L'établissement ambitionne de se lancer, «au cours du premier semestre 2019», dans les greffes de moelle osseuse, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour les cancéreux. Hania T.

Sous le signe de l'intégration des évolutions technologiques

Ouverture de la 22^e édition du salon Batimatec

■ La 22^e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2019) a été inaugurée à Alger sous le signe de l'intégration des évolutions technologiques au profit de l'habitat en Algérie.

P.V.D. R.



Par Salem K.

Lors de sa visite inaugurale en compagnie du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssif, et du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville Abdelouahid Temmar, a appelé les maîtres d'œuvre à «profiter

des matériaux locaux existants notamment en matière d'isolation thermique et phonique pour lancer des projets pilotes». «C'est le moment de lancer des expériences avec les opérateurs économiques nationaux», a-t-il estimé. Le ministre a ainsi appelé les exposants nationaux à poursuivre leurs efforts sur le plan de

la qualité, de la disponibilité et de la compétitivité de leurs produits pour densifier l'intégration nationale dans le secteur de l'habitat. M. Temmar a également proposé aux représentants des établissements universitaires d'architecture et à leurs étudiants de collaborer dans le cadre de projets-pilotes dans le but d'intégrer les innovations et la technologie aux constructions de logements publics. «Nous allons vous faire part de nos programmes de logements et vous ferez leur conception en y introduisant de manière pratique les produits de votre recherche», a-t-il indiqué aux étudiants de l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme d'Alger (EPAU). A noter que le Salon Batimatec 2019 se tient du 24 au 28 mars en cours au Palais des expositions à Alger, avec la participation de plus d'un millier d'exposants algériens et étrangers. Cette manifestation économique, co-organisée avec la Société algérienne des foires et exportations (Safex), voit la participation de 400 exposants internationaux représentant une quinzaine de pays, selon les organisateurs de cette manifestation. Selon eux, Batimatec 2019 devrait accueillir quelques 200 000 visiteurs et rassemblera

les professionnels des secteurs de la construction et des travaux publics, à travers diverses branches d'activités. Procédés, équipements et matériaux de construction, services, environnement, innovation, nouvelles technologies, bâtiment intelligent, sécurité des chantiers, urbanisme, et nombre d'autres domaines liés au secteur du bâtiment, seront passés en revue lors du salon, à travers les stands d'expositions, mais aussi via un riche programme de conférences, de rencontres techniques, d'ateliers de démonstrations, de concours d'architecture et de conférences de presse. Dans ce sens, l'édition 2019 de Batimatec verra l'organisation de plusieurs journées techniques axées sur l'efficacité énergétique du bâtiment et l'urbanisme à l'ère du numérique. En outre, une journée des trophées sera organisée le 27 mars. Il s'agit, d'après les organisateurs, d'un espace dédié à l'innovation technologique et la créativité architecturale qui permettra notamment de récompenser les lauréats du trophée INNOVBAT 2019 ainsi que ceux du traditionnel trophée de «la Charrette d'Or». La journée sera clôturée par la présentation des projets et

la remise des prix aux lauréats du Concours national des jeunes architectes ayant pour thématique cette année : Site d'intervention «La Casbah d'Alger», «Repenser les limites comme Lieux stratégiques de régénération urbaine». Il est à noter que l'édition 2018 du salon Batimatec a permis d'enregistrer la participation de 1 039 exposants dont 627 sociétés nationales et 412 sociétés étrangères originaires de 16 pays sur une superficie nette d'exposition avoisinant les 33 000 m².

S. K./APS

Etats-Unis Vers un ralentissement marqué de la croissance

UN PANEL d'une cinquantaine d'économistes américains ont estimé que «la croissance économique aux Etats-Unis a atteint un point d'inflexion», et ont ainsi drastiquement abaissé leurs prévisions de croissance en 2019, selon une étude publiée lundi. Bien que les risques d'une récession d'ici à 2020 demeurent faibles, ceux-ci s'accroissent, affirme aussi cette enquête trimestrielle réalisée par la National Association for Business Economics (NABE). Les trois quarts des économistes interrogés ont abaissé leur prévision de croissance, tablant désormais en moyenne sur une progression du Produit intérieur brut (PIB) de 2,4% cette année après 2,9% en 2018. Ils estiment qu'elle va encore se tasser à 2% en 2020. «Une majorité d'entre eux estime que la politique commerciale ou le ralentissement de la croissance mondiale sont les principaux risques pour l'économie américaine», selon Gregory Daco, président de NABE. «Néanmoins, les risques de récession sont toujours perçus comme faibles à court terme», ajoute-t-il. Ils évaluent ainsi à environ 20% le risque d'une récession commençant dès 2019 et à 35% en 2020. Par ailleurs, une quasi majorité d'économistes tablent sur une seule hausse d'intérêt cette année, après quatre l'an passé. En décembre, lors de la précédente publication de cette enquête, ils en anticipaient encore trois. La Banque centrale américaine (Fed) a annoncé la semaine dernière qu'elle n'avait pas prévu de hausses des taux cette année en raison d'un ralentissement économique.

R. E.

Changes

L'euro se stabilise face au dollar

L'euro, après avoir dévisé vendredi face au dollar à cause d'un indice économique allemand, se stabilisait lundi matin mais restait à un niveau très incertain avant une nouvelle semaine agitée sur le front du Brexit. Hier matin, la monnaie européenne valait 1,1302 dollar pour un euro, comme vendredi soir. «Chaque semaine, peur du risque et prise de risque se succèdent, mais peu à peu, c'est la première option qui semble l'emporter, nourrie par l'activité politique», analyse Kengo Suzuki dans une note de Mizuho Securities. Vendredi soir, la monnaie unique, encore pointée aux alentours de 1,1374 la veille, était passée sous la barre des 1,13 dollar à cause d'un mauvais indice du secteur manufacturier en Allemagne. Outre les désormais habituels échanges sino-américains pour éviter la guerre commerciale, ou les indicateurs économiques américains qui seront publiés cette semaine, l'attention des experts va encore se focaliser ces prochains jours sur le Brexit. Renforcé

car perçu comme valeur refuge, le dollar pourrait reprendre ses distances cette semaine sur l'euro et la livre alors que la date butoir initialement fixée au 29 mars pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE a été repoussée. «Avec une large majorité de députés opposés à une issue sans accord, et un parlement qui cherchera probablement à prendre le contrôle des choses cette semaine, il y a de la place pour que la livre capitalise sur ses niveaux de vendredi», précise Mizuho Securities. «Mais avec la pression qui se fait forte sur Theresa May pour qu'elle démissionne et le risque de nouvelles élections, il est probable qu'elle rechute ensuite». La livre sterling s'échangeait à 85,82 pence pour un euro, au lieu de 85,59 vendredi soir et valait ainsi 1,3170 dollar contre 1,3209 vendredi soir. Les dirigeants européens ont décidé jeudi soir d'accorder au Royaume-Uni deux options pour reporter le Brexit, fixant désormais au 12 avril au plus tôt l'échéance fatidique. Si les députés britanniques approuvent cette semaine l'accord de

divorce conclu en novembre avec l'UE, la séparation sera reportée au 22 mai. En cas de nouveau rejet du texte négocié par Theresa May, Londres aura jusqu'au 12 avril pour décider d'organiser des élections européennes. Ce qui lui permettrait alors de demander un nouveau report, dont la durée n'a pas été fixée, et qui pourrait donc être beaucoup plus long. Parmi les autres devises, le yen restait stable face au billet vert, à 109,95 yens pour un dollar contre 109,92 vendredi, et face à la devise européenne qui s'échangeait à 124,26 yens pour un euro contre 124,24 la veille au soir. La devise suisse était en légère baisse face à l'euro (1,1241 franc suisse pour un euro, contre 1,1227 vendredi soir) et face au dollar (0,9947 franc suisse pour un dollar au lieu de 0,9936 vendredi). La monnaie chinoise s'échangeait à 6,7134 yuans pour un dollar, contre 6,7182 yuans vendredi. L'once d'or valait 1 315,57 dollars contre 1 313,70 dollars vendredi.

Mahi O.

Inde

Forte croissance économique attendue en 2019

L'Inde connaîtra une forte croissance économique de l'ordre de 7,5% en 2019, selon des prévisions de la Confédération des industries indiennes (CII). Malgré les vulnérabilités extérieures résultant de la hausse des prix du pétrole, de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine et du resserrement monétaire de la réserve fédérale américaine, l'Inde connaîtra une forte croissance économique en 2019, a précisé la même source. Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré récemment que l'Inde est l'une des grandes économies à la croissance la plus rapide au monde, louant les

réformes clés entreprises par ce pays au cours des cinq dernières années. «L'Inde est bien sûr l'une des grandes économies à la croissance la plus rapide au monde durant les cinq dernières années. Des réformes importantes ont été mises en place et nous estimons que d'autres réformes sont nécessaires pour soutenir cette forte croissance et exploiter les possibilités offertes par le potentiel démographique», a déclaré dans une conférence de presse le directeur de la communication du FMI, Gerry Rice. Les derniers chiffres de l'économie indienne seront révélés dans le prochain rapport de l'enquête sur

les Perspectives de l'économie mondiale qui sera publié par le FMI avant la réunion annuelle de printemps avec la Banque mondiale le mois prochain, a-t-il indiqué. Ce rapport serait le premier à être élaboré sous la direction de Gita Gopinath, économiste américaine d'origine indienne, qui est actuellement l'économiste en chef du FMI. Le rapport de l'enquête sur les Perspectives de l'économie mondiale révélera plus de données détaillées sur les banques et les entreprises, l'assainissement budgétaire, le rythme des réformes structurelles et le

F Y/ Agences

Batna

Organiser l'aviculture pour exporter la production excédentaire

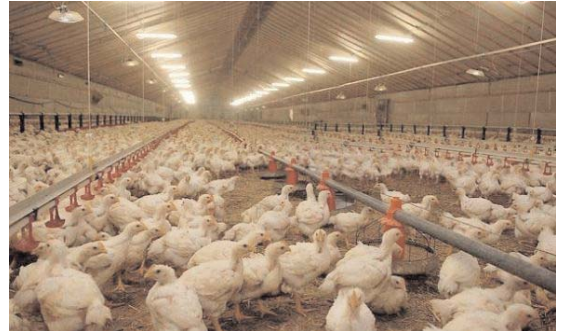
■ Les participants à une journée d'étude organisée à Batna en marge de la première édition du Salon national de l'aviculture, ont souligné la nécessité d'organiser cette filière en Algérie en vue d'orienter la production excédentaire vers l'exportation.

Par Anissa H.

Universitaires, vétérinaires et professionnels du secteur ont mis l'accent sur la grande importance que cette filière qui a connu un développement remarquable au cours des dernières années, en générant plus de 600 000 emplois à travers le territoire national. A l'occasion de cette rencontre qui a vu la participation de cadres de plusieurs directions de services agricoles de différentes wilayas, dont El Oued et Biskra, le DSA de la wilaya d'El Tarf, Kamel Eddine Benseghir, a affirmé que «le législateur algérien n'a pas lésiné sur les textes dans ce domaine», ajoutant qu'il ne reste qu'à les appliquer de manière à «assurer le développement de la filière laquelle a actuellement essentiellement besoin d'organisation». «Il s'agit d'identifier au préalable, les personnes pratiquant cette activité de manière informelle en vue de les inclure dans le système connu de la filière, afin d'assurer la pérennité de leur activité et renforcer ainsi l'économie nationale», a-t-il précisé. Selon Ali Benchaïba, ingénieur agronome et avicole, et également président du conseil interprofessionnel de la filière avicole dans la wilaya de Batna, «la fiscalité reste la principale préoccupation de nombreux éleveurs de volailles qui préfèrent ne pas déclarer leur activité et renoncer à la carte d'aviculteur et exercer de manière informelle». Evoquant l'existence d'un arrêté interministériel datant de 1992 et toujours en vigueur stipulant que «quiconque produisant moins de

100 000 poulets par an constitue une activité agricole non imposable», cette même source a assuré que «de jeunes éleveurs ont été soumis à l'obligation de payer l'impôt d'après les nombreuses plaintes adressées au conseil interprofessionnel au niveau local». Dans ce contexte, certains éleveurs ont affirmé que «la solution à cet écueil constituera une plus-value à la filière en permettant à l'éleveur d'exercer en toute transparence, notamment en favorisant la traçabilité de la production, à partir de la source jusqu'au consommateur avec toutes les informations nécessaires concernant le produit». Les participants ont abordé, par ailleurs, certaines questions techniques liées à l'élevage de volailles, notamment «la nécessité de contrôler les facteurs environnementaux nécessaires à l'évolution des volailles dans les hangars», selon Abdelouahab Ouarast, vétérinaire

et professeur de l'institut vétérinaire de l'université Batna 1 qui estime que cela est «absolument nécessaire en vue de réduire le recours aux antibiotiques». Pour sa part, le président de l'Association des vétérinaires privés de Batna, Mustapha Benhadid, a souligné «la nécessité d'intensifier le contrôle efficace des produits d'origine animale à base d'œufs et de viande blanche afin de préserver la santé du consommateur et la qualité du produit, et ce, en œuvrant à fournir un produit sain, en réduisant l'utilisation des antibiotiques et en adoptant des mesures préventives dans le secteur de l'aviculture». Cette rencontre, qui a attiré un grand nombre de personnes, a été marquée par un exposé sur le développement de la filière avicole à Batna, dont la wilaya est devenue un pôle année après année, selon Samir Hamza, responsable du secteur, qui consi-



dère que «la modernisation et le contrôle des moyens de production ont permis à Batna de contribuer, en 2018, à hauteur de 8,4% en matière de production de viandes blanches au niveau national et de 19% concernant la production d'œufs». Une rencontre sera, en outre, organisée au profit des aviculteurs de la ville de Ain Touta, considérée comme «leader» dans cette acti-

tivité dans la wilaya et la daïra qui regroupe le plus grand nombre d'éleveurs, et ce, avec pour objectif d'identifier les problèmes rencontrés sur le terrain, mais aussi pour prendre connaissance de leurs préoccupations en ouvrant un débat avec les spécialistes sur la réalité et les perspectives de cette profession, a ajouté la même source.

A. H. /APS

El Bayadh

La quantité d'eau stockée au barrage de Brizina estimée à 93 millions m³

La quantité d'eau stockée au barrage de Brizina (sud d'El Bayadh) a atteint 93 millions de mètres cubes, a-t-on appris du directeur de cette infrastructure. Bekhitia Djilali a indiqué dans ses explications fournies au wali d'El Bayadh, Mohamed Djamel Khanfar lors de la célébration de la journée mondiale de l'eau, que ce barrage a enregistré dernièrement un taux de remplissage de plus de 90 pc d'un total de stockage de 123 millions m³. Les

eaux de ce barrage sont destinées seulement à l'irrigation des terres agricoles à Brizina, à l'instar de l'oasis d'une surface de 174 hectares et les périmètres agricoles de cette région s'étendant sur 1 000 ha. Le débit quotidien de l'eau destinée à l'irrigation à partir de ce barrage est de 100 000 m³. A l'occasion, le wali a instruit les responsables de cet ouvrage hydraulique à coordonner les efforts avec différents secteurs dont les directions des

services agricoles et des ressources en eau, en vue d'une exploitation optimale des eaux de ce barrage et l'extension du champ d'actions des agriculteurs et des investisseurs bénéficiaires de ses eaux, et par conséquent la relance du secteur agricole à Brizina qui a initié de grands projets d'investissement dans ce secteur. La célébration de la Journée mondiale de l'eau, qui a lieu à la maison de l'environnement et au siège de la conserva-

tion des forêts avec la participation de plusieurs services, instances et associations, a été marquée par une opération de reboisement devant le nouveau siège de la conservation des forêts avec la plantation de 600 arbres. Le secteur des forêts a planté, la semaine dernière, 2 000 arbres à travers la wilaya avec la distribution de 1 000 arbustes aux écoles dans le cadre de l'extension du couvert forestier et végétal de la wilaya et la lutte contre la désertification que connaît la wilaya, a indiqué le conservateur des forêts, Akkazi Djedid. Les statistiques de la conservation des forêts signalent que plus de 80 pour cent de la surface de la wilaya sont sensibles à la désertification et plus de 158 000 ha de la surface de la wilaya font l'objet de désertification.

F. Y.

Khenchela

Mobilisation de 1,1 milliard DA pour l'entretien des routes

Une enveloppe financière de 1,1 milliard DA a été octroyée aux actions d'entretien et de réhabilitation des chemins de wilayas (CW) et des chemins communaux (CC) de la wilaya de Khenchela, apprend-on des services de la wilaya. Financées par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, nombre de ces actions ont été lancées en janvier et février passés et d'autres le seront dans «les prochains jours», a indiqué la même source. Les travaux d'entretien ont été ainsi lancés sur le tronçon du chemin de wilaya CW-5 entre Tamza et Hella dans la commune de Khirane et sur le CW-16 A entre Babar et Hella, a indiqué la même source qui a précisé que 690 millions DA de l'enveloppe mobilisée bénéficient aux chemins de wilaya et 410 millions DA aux chemins commu-

naux. Le tronçon de 2 km reliant le CW-17 A à la RN-80 est également en cours de réhabilitation, soulignent les services de wilaya qui annoncent le prochain lancement des opérations d'entretien

de la voie double de la commune d'El Mehmel et de l'évitement de Babar sur 2,7 km. Les récentes précipitations de neige intenses ont retardé le lancement des actions de réhabilitation de

nombre de routes qui seront engagés dans les jours qui viennent, indiquent les mêmes services qui soulignent que tous les projets seront exécutés avant la fin de l'année en cours. A. O.

Agriculture à Mila

Prévision de production de plus de 1,75 million de quintaux d'ail

La wilaya de Mila prévoit la réalisation au titre de la saison agricole en cours, une production de 1 075 320 million de quintaux d'ail, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). La surface consacrée à la plantation d'ail, estimée à 1 923 hectares est concentrée essentiellement dans les communes de la région Sud notamment dans les localités d'Oued Athmania, Oued Seguen,

Teleghma ainsi que la commune de Mechira, dans le périmètre irrigué s'étendant sur une superficie de 4 447 hectares, a précisé la même source. La surface réservée cette année à ce genre de cultures à l'échelle locale, a connu une «égère hausse» estimée à 29 ha, a-t-on ajouté de même source, rappelant que la campagne agricole précédente a été marquée la mobilisation de 1 894 ha pour la

culture de l'ail et une production «considérable», dépassant 1 million de quintaux. La même source a attesté que les résultats réalisés dans la culture de l'ail à Mila e encouragé près de 400 agriculteurs à reconduire, pour cette saison agricole, la même activité agricole. Estimée à 3 DA pour le kg, la prime de stockage de l'ail accordée par le ministère de tutelle aux producteurs de la filière, dans le cadre de la régula-

tion du marché de ce produit et d'assurer sa disponibilité tout au long de l'année, figure parmi les facteurs qui ont également favorisé la culture de l'ail et son développement dans cette région.

L'entrée en vigueur du périmètre d'irrigation constitue également un élément encourageant au développement de cette culture, a-t-on conclu.

R. R.

Ould Salek :

Le conflit au Sahara occidental, une question de «décolonisation tributaire de l'autodétermination»

■ Le ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mohamed Salem Ould Salek, a indiqué, dimanche, que le droit à l'autodétermination constituait le principe fondamental du droit international contemporain, signé par la partie sahraouie et le Maroc en 1991, a rapporté l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Par Mahi Y.

Le droit à l'autodétermination est «une solution consensuelle qui vient en conformité avec la nature du conflit dans le Sahara occidental en tant que question de décolonisation, laquelle doit être parachevée avec l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance», a affirmé M. Ould Salek.

Les déclarations de M. Ould Salek, membre du Secrétariat national du Front Polisario, interviennent suite aux déclarations du ministre marocain des Affaires étrangères, Nacer Bourita, dans lesquelles il a évoqué «la conformité de l'autonomie avec le principe du droit à l'autodétermination et l'indépendance», à l'issue de la deuxième table ronde ayant réuni les deux parties du conflit, à savoir le Maroc et le Front Polisario, sous l'égide de l'Envoyé spécial du SG de l'Onu, Horst Kohler, tenue du 21 au 22 mars en cours en Suisse. M. Ould Salek a souligné, dans ce sens, que le droit à l'autodétermination constituait «un principe fondamental du droit international moderne», qui



représente également la base sur laquelle a été fondée l'Organisation des Nations unies (ONU) après la Deuxième Guerre mondiale, c'est pourquoi il a été inclus par le Congrès de San Francisco dans le premier article de la Charte de l'ONU.

«Du fait que la communauté internationale ne reconnaît pas aujourd'hui la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental,

le peuple sahraoui n'acceptera que l'indépendance de tout son territoire national», a-t-il souligné, précisant que l'approbation par la République sahraouie d'un référendum d'autodétermination émane des «engagements pris dans le cadre de ce qu'elle a signé avec le Maroc en 1991», du fait qu'elle respecte la volonté de son peuple, d'une part, et qu'elle considère le référendum

d'autodétermination comme solution démocratique consensuelle qui s'adapte à la nature de la question en tant que question de décolonisation qui ne sera parachevée que par l'exercice du peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Concernant la solution pacifique consensuelle, M. Ould Salek a indiqué que cela contraint le Maroc à renoncer

définitivement à la politique d'occupation et s'arrêter sur ses frontières internationales reconnues.

Le ministre a réitéré la disposition de la partie sahraouie à coopérer avec l'ONU et l'Union africaine (UA) pour mettre fin au conflit entre la République sahraouie et le Royaume du Maroc, sur la base du respect de l'unité territoriale de l'Etat sahraoui.

M. Y./APS

Tunisie/Présidentielle 2019

La candidature de Mohamed Abbou sera tranchée lors du congrès du Courant démocrate (Hamdi)

Le dirigeant Mohamed Abbou sera en principe le candidat du Courant démocrate Attayar pour la prochaine élection présidentielle, a indiqué dimanche Mohamed Hamdi, secrétaire général adjoint du parti. Selon lui, les structures du parti devront trancher la question lors du congrès qui se tiendra le 19 avril 2019. Président du congrès régional du parti à Djerba Midoun (Médénine), Hamdi a déclaré à l'agence TAP que son parti considère «positif» la fixation d'une date pour les élections (fin 2019), «au vu des menaces qui pèsent sur le processus de transition démocratique, face à la détérioration de la situation économique et sociale et de l'échec du gouvernement».

Hamdi a, par ailleurs, appelé les partis de l'opposition à travailler ensemble pour «instaurer un climat politique propice à la tenue d'élections démocratiques, loyales et transparentes».

«Les amis du Courant démocrate sont présents dans des partis sociaux-démocrates qui défendent la souveraineté nationale, la démocratie et la justice sociale et luttent contre la corrup-

tion», a-t-il soutenu.

Hamdi n'écarte pas la possibilité d'une coordination avec ces partis, sous toutes les formes, que ce soit dans le cadre d'une action commune ou d'une coalition, d'un front ou d'une alliance, pour se présenter aux élections.

La députée Samia Abbou a, pour sa part, souligné l'importance de la période préélectorale, mettant en garde contre les effets délétères de l'argent sur la politique (achat de voix et de conscience, déformation des faits et instrumentalisation des médias). Tout cela constitue une menace pour la démocratie en Tunisie, averti Abbou pour qui la bataille avant le jour du scrutin est surtout une bataille de conscience.

Yassine Brahim : «Les législatives sont la priorité de Afek Tounes»

Le président du parti Afek Tounes, Yassine Brahim, a indiqué qu'un groupe d'économistes et de politiques appartenant au parti ont entamé la préparation des programmes pour la période à venir en prévision des élections

législatives. Et de préciser : «L'accent sera mis sur la nécessité de faire sortir la Tunisie de la crise économique et sociale et de traiter les problèmes des secteurs de l'enseignement, de la santé et de l'infrastructure».

A l'occasion de la tenue, dimanche à Tunis, de la session ordinaire du conseil national du parti, Yassine Brahim a annoncé que «Afek Tounes est la solution» sera le slogan du parti aux législatives.

Actif depuis 8 ans, a-t-il rappelé, le parti focalise sur l'amélioration des conditions de vie des Tunisiens et des prestations publiques.

S'agissant de la participation du parti à l'élection présidentielle, Brahim a indiqué que «le conseil national n'a pas, à ce jour, pris une décision à ce sujet», soulignant, toutefois, que les législatives sont la priorité du parti vu que le régime du pays est parlementaire.

De son côté, Zeineb Turki, porte-parole du parti, a fait savoir que cinq personnalités nationales et régionales ont rejoint ce dimanche le conseil national de Afek Tounes, à savoir Lakhthar

Souid (Gafsa), Mongi Knounou (Gabès), Sadok Khabich (Sousse), Jamel Boujah (Kairouan) et Abdedayem Khemiri (Kasserine).

Turki a ajouté, dans une déclaration de presse, que le bureau politique a été également élargi après l'élection de 4 membres du conseil national, à savoir Amel Chaherli,

Abderrahman Belkacem, Myriam Fatnassi et Kamel Abderrazek.

L'équipe de la campagne électorale pour les législatives a été également choisie, a-t-elle ajouté, notant que «le parti a procédé à l'élaboration de son programme pour ces élections, en concertation avec les différentes parties et structures régionales et locales».

Moncef G.

La question du retour de la Syrie n'est pas au programme Prochain sommet de la Ligue arabe fin mars en Tunisie

LA QUESTION de la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe (LA) ne fera pas partie du programme du prochain sommet arabe, qui doit avoir lieu à la fin du mois de mars en Tunisie, a annoncé dimanche l'organisation panarabe.

«Pour le moment, la question du retour de la Syrie au sein de la LA n'est pas à l'ordre du jour, et n'a été officiellement proposée par aucune partie», a déclaré dans un communiqué Mahmoud Afifi, porte-parole de la LA.

«La crise syrienne sera cependant à l'ordre du jour», a-t-il ajouté. Selon le porte-parole, le sommet de la LA en Tunisie abordera une vingtaine de sujets, dont la question palestinienne, le chaos qui règne en Libye et au Yémen, et le soutien à la paix et au développement au Soudan. L'appartenance de la Syrie à la LA a été suspendue fin 2011. A la mi-mars, l'ambassadeur de Syrie au Liban, Ali Abdel-Karim Ali, a exhorté la LA à réexaminer cette «décision erronée», affirmant que cette suspension avait été décidée «sous la pression des Etats-Unis et de l'Europe».

R. M.



Proche-Orient

Après un tir de roquette, Israël accuse le Hamas et mobilise des renforts

■ L'armée israélienne a annoncé hier l'envoi de renforts dans le sud et le Premier ministre Benjamin Netanyahu a décidé d'écourter sa visite à Washington, en promettant une riposte après un tir de roquette de Ghaza qui a fait sept blessés légers au nord de Tel-Aviv.

Rare par sa portée – chiffrée à 120 kilomètres par l'armée israélienne –, ce tir de roquette en provenance du territoire palestinien réveille le spectre d'une nouvelle confrontation armée entre Israël d'un côté, le mouvement islamiste Hamas qui dirige sans partage la bande de Ghaza et ses alliés de l'autre. L'armée israélienne a accusé le Hamas d'être l'auteur du tir. De Washington, M. Netanyahu a dénoncé une «*attaque criminelle contre l'État d'Israël*» et promis de répondre «*avec force*». Dans l'enclave coincée entre Israël, l'Égypte et la Méditerranée, la

riposte israélienne est ainsi attendue dans les prochaines heures, selon des journalistes de l'AFP sur place. Et le Jihad islamique, deuxième groupe armé de Ghaza après le Hamas, a prévenu que sa réaction serait à la mesure d'une «*agression*» israélienne, laissant craindre un engrenage. Ces événements surviennent en pleine campagne électorale israélienne, à seulement deux semaines des législatives du 9 avril. Signe de la gravité de cette attaque pour Israël, M. Netanyahu a annoncé qu'il rentrerait aussitôt après avoir été reçu par le président Donald Trump hier «*pour diriger de près*

nos opérations», alors qu'il devait initialement prononcer un discours aujourd'hui devant un grand lobby pro-israélien, puis dîner avec M. Trump.

Israël a d'ores et déjà annoncé la fermeture des points de passage pour les personnes et les biens entre son territoire et l'enclave éprouvée par les guerres, la pauvreté et les blocus israélien et égyptien.

L'armée israélienne répond systématiquement aux tirs de roquettes en provenance de Ghaza en frappant des positions militaires du Hamas, d'autant plus vigoureusement quand les roquettes palestiniennes atteignent des zones civiles.

Elle a affirmé que c'était le Hamas qui avait procédé au tir de cette roquette de fabrication locale à partir de positions proches de Rafah, dans le sud de l'enclave. Le projectile a parcouru environ 120 kilomètres, a-t-elle noté. «*Suite à une évaluation de la situation sous la direction du chef d'état-major, nous avons envoyé deux brigades en renfort dans la zone de commandement Sud*», a encore dit l'armée. Elle a aussi signalé qu'elle rappelait des réservistes pour des tâches spécifiques, sans en préciser le nombre. Israël et le Hamas se sont livrés trois guerres dans la bande de Ghaza depuis que le



Ph. > D. R.

mouvement islamiste, qui refuse d'admettre l'existence d'Israël, y a pris le pouvoir par la force en 2007, après que la communauté internationale eut refusé de reconnaître sa victoire choc aux élections parlementaires palestiniennes. Les deux camps ont à nouveau frôlé la guerre en 2018. Après un cessez-le-feu informel en novembre et à l'approche du premier anniversaire d'une mobilisation appelée «*Grande marche du retour*», les tensions n'ont cessé d'augmenter ces dernières semaines autour de l'enclave. La roquette tirée dans la nuit a frap-

pé une maison à Mishmeret, petite localité verdoyante au nord de Tel-Aviv, selon la police et les secours. Quatre adultes et trois enfants, dont un bébé de six mois, ont été hospitalisés, a dit l'hôpital de Kfar Saba. Six appartenaient à la même famille et souffrent de brûlures et de blessures légères par éclats. Toiture effondrée, murs écroulés, amas de gravats... la maison a été en grande partie détruite, ont constaté les journalistes de l'AFP.

Rosa C.



Impuissance

Collusions

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait plusieurs mois que les opposants, en particulier les démocrates, attendent les conclusions du rapport du procureur spécial Robert Mueller concernant les collusions supposées entre la Russie et l'équipe de campagne de Donald Trump. Une attente qui devait se solder à coup sûr par la mise en accusation du président américain mais qui a fini aujourd'hui par le blanchir. En effet, en concluant à l'absence de collusion entre l'équipe Trump et le Kremlin, lors de la présidentielle de 2016, le rapport du procureur Mueller enterme l'espoir encore vivace de certains démocrates que le président républicain puisse être écarté du pouvoir avant la fin de son premier mandat. Contraints de se rendre à l'évidence sur ce premier point, les adversaires du président n'entendent cependant pas se satisfaire de la décision du ministre de la Justice, William Barr, qui a choisi également d'écarter la thèse d'une obstruction à la justice dans la note qu'il a rendue publique dimanche 24 mars. Les démocrates s'appuient sur le fait que Robert Mueller n'a pas pris position à propos des soupçons d'obstruction à la justice pour demander la publication dans son intégralité de son rapport afin qu'ils puissent se faire leur propre jugement, tout comme l'opinion publique américaine. La lettre de William Barr, qu'ils ne considèrent pas comme «*neutre*», «*pose autant de questions qu'elle apporte de réponses*», ont estimé la speaker (présidente) de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi (Californie), et le chef de la minorité au Sénat, Chuck Schumer (État de New York). «*Il est urgent que le rapport complet et tous les documents associés soient rendus publics*», ont-ils répété. Une guérilla risque donc de s'ouvrir entre la Chambre et l'administration Trump sur ce point. L'épilogue de l'enquête Mueller avait été en grande partie anticipé par Nancy Pelosi. Dans un entretien publié par le «*Washington Post*», le 11 mars, la speaker de la Chambre des représentants, théâtre du premier acte de toute procédure de destitution, avait exprimé son opposition à cette perspective. Elle avait jugé qu'elle «*diviserait considérablement le pays*». Pelosi avait estimé qu'un «*impeachment*» ne pourrait être envisagé «*que dans le cas où il y aurait quelque chose de vraiment convaincant et accablant*» mis au jour par les enquêtes en cours, et que si elle est «*soutenue par les deux partis*», démocrate et républicain. Robert Mueller a répondu par la négative sur le premier point, ce qui coupe court à tout éventuel processus bipartisan. Les réticences de la speaker s'expliquent aussi certainement par la faible popularité d'un processus d'impeachment, en dépit de l'image majoritairement négative du président. Le soutien à une destitution a d'ailleurs baissé de sept points de décembre à mars dans le baromètre de la chaîne CNN (36% au lieu de 43%). Il reste majoritaire dans le camp démocrate, mais il y est également en net repli (68% au lieu de 80% trois mois plus tôt). Une aile du parti continue pourtant de militer pour une destitution et pour une pression maximale, au risque d'encourir l'accusation d'acharnement judiciaire et de transformer Donald Trump en victime de son opposition. Surtout qu'il ne reste plus que vingt mois avant l'élection présidentielle de 2020 que les démocrates souhaitent remporter pour oublier non seulement l'humiliante défaite de 2016, mais surtout pour tourner définitivement la page du mandat de Donald Trump à la Maison-Blanche.

F. M.

Royaume-Uni

Semaine cruciale pour le Brexit et le sort de Theresa May

Theresa May discutait hier matin avec ses ministres de sa stratégie pour le Brexit, ouvrant une semaine qui pourrait voir le Parlement britannique prendre la main sur le processus de sortie de l'UE, face à une Première ministre aux abois. La Commission européenne a de son côté annoncé qu'elle avait terminé ses préparatifs en cas d'une sortie sans accord, un scénario particulièrement redouté des milieux économiques mais qui ne peut pas être exclu dans la période de crise politique que traverse le Royaume-Uni. Cette semaine aura une forte valeur symbolique pour les partisans du Leave, puisque c'est vendredi, le 29 mars, à 23h00 GMT, que le Royaume-Uni aurait théoriquement dû quitter l'Union européenne, un peu moins de trois ans après le référendum de juin 2016. Mais faute d'avoir pu rallier sans accord de divorce qu'elle a péniblement négocié avec Bruxelles, Theresa May a été contrainte de demander aux dirigeants de l'UE un report de cette échéance historique, fixée désormais au 12 avril au plus tôt, date qui doit encore être validée par le Parlement.

Considérablement affaiblie, la dirigeante britannique hésite désormais à soumettre de nouveau aux députés ce Traité de retrait de l'UE, destiné à mettre en œuvre un Brexit en douceur, car ces derniers l'ont déjà recalé à deux reprises. «*Nous le représenterons quand nous serons sûrs d'avoir* (le soutien nécessaire)», a souligné dimanche le ministre chargé du Brexit, Steve Barclay, sur la BBC. Dimanche, Theresa May a réuni plusieurs membres de son gouvernement dans sa résidence de campagne de Chequers pour de «*longues discussions*» consacrées, notamment, à ce problème, a indiqué un porte-parole de Downing Street. Étaient aussi invités plusieurs Brexiteurs influents, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, et Jacob Rees-Mogg, président de l'European Research Group, un groupe de députés partisans d'une sortie de l'UE sans concession. Selon plusieurs commentateurs politiques, certains Brexiteurs auraient à cette occasion tenté de négocier leur soutien à l'accord en échange d'une démission prochaine de la Première ministre. Un troisième rejet du texte pourrait

être le coup de grâce pour Theresa May. Hier, le tabloïd «*The Sun*», quotidien le plus lu du pays, claironnait en une : «*Il est temps, Theresa*», estimant qu'elle devait démissionner pour donner à son accord une chance d'être approuvé. De leur côté, les députés pourraient tenter de reprendre le contrôle du Brexit. Ils devraient se prononcer hier soir sur un amendement parlementaire qui leur offrirait la possibilité de donner leur avis sur plusieurs options: maintien dans le marché unique, nouveau référendum, voire annulation de la sortie de l'UE. Selon «*Sky News*», l'exécutif pourrait lui-même proposer un texte similaire, histoire de garder la main sur le processus. Mais cette option n'est pas sans danger en raison des tensions qu'elle pourrait susciter, les eurosceptiques craignant que le Parlement n'en profite pour prendre le contrôle du Brexit, et en dénaturation la substance. Brexiter convaincu, Steve Barclay a mis en garde sur la possibilité que le Parlement finisse par «*donner des ordres*» à l'exécutif, y voyant un risque de «*conflit constitutionnel*» susceptible de déclencher de nouvelles législatures.



Peinture

«Allégorie», nouvelle exposition de Taïeb Benabbas Bakhti

■ Une exposition d'art contemporain du plasticien Taïeb Benabbas Bakhti, regroupant une trentaine d'œuvres abstraites, a été inaugurée dimanche à Alger.

Par Adéla S.

Intitulée «Allégorie», cette exposition est organisée à la galerie d'art Mohamed-Racim par l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger. Le travail de Taïeb Benabbas Bakhti exprime dans chacune des 35 toiles une impression ou un sentiment à peine suggérés par des formes complexes inspirées du cubisme, avec une touche discrète de couleur chaude sur un fond très sombre. Chacune des œuvres de l'artiste, à l'image de «Enigme», «Voyage», «Repos», «Confrontation» ou encore «Présence», comporte une trame de fond sombre en deux couleurs alliant le noir au bleu, au gris ou au vert, sur laquelle vient se poser l'œuvre réalisée souvent au couteau et à la peinture à l'huile pour donner une impression de relief, de mouvement et de perspective. Avec des mouvements plus amples, l'artiste

propose des toiles exprimant l'évasion et la navigation maritime.

Dans une œuvre à peine perceptible, sous un voile noir illustrant une bâtisse à peine esquissée, Benabbas Bakhti expose La Casbah d'Alger dans toute sa tristesse actuelle.

Dans une petite collection de cinq toiles, il s'intéresse à la vie en tant que processus biologique : «Fécondation», «Foetus», «Naissance», «L'existence», des œuvres ressemblantes, mais avec un changement notable apporté à la trame de fond.

D'autres toiles, où la trame de fond vire vers des couleurs plus chaudes, expriment des émotions plus joyeuses grâce une palette de moins en moins sombre, comme dans «Métamorphose», «Dialogue», «Jouissance» ou encore «Danse». Le visiteur de la galerie Mohamed-Racim ne manquera, cependant, pas de relever le



manque d'entretien de l'établissement, devenu inadéquat aux

expositions d'œuvres d'art. L'exposition «Allégorie» se pour-

suit jusqu'au 15 avril prochain.

A. S./APS

Constantine

Des activités ludiques et éducatives au festival «Lire en fête»

Depuis l'ouverture samedi de la neuvième édition du festival «Lire en fête», la bibliothèque principale de lecture publique de Constantine s'est remplie à nouveau du bourdonnement joyeux des tout-petits, venus profiter d'une flopée d'activités ludiques et éducatives spécialement concoctées à cette occasion.

Organisée comme à l'accoutumé durant les vacances scolaires de printemps, cette nouvelle édition du festival annuel «Lire en fête» propose aux enfants des programmes très variés, établis pour capter l'attention des enfants en mélangeant activités ludiques et instructives.

Cette manifestation culturelle propose notamment des spectacles de théâtre et de conte, des divertissements animés par des clowns, des ateliers artistiques et scientifiques, des jeux d'intelligence et des concours de dessin, de culture générale et de calcul mental, à l'aide en plus d'un atelier d'initiation à l'astronomie.

Deux expositions d'astrophotographies et de livres sont également proposées aux plus âgés parmi les jeunes visiteurs de cette manifestation placée sous le slogan «Colore ta vie par la lecture».

A l'affiche, les pièces «El Sheitan El Maghrou» et «Maya Wal Arnab El Maghrou» de l'association El Afaf, «Al Nemla Oua Soursour», (la cigale et la fourmi) de la troupe El Karakouze seront

également présentées à la salle de spectacle de la bibliothèque principale de lecture publique en marge de cette manifestation.

Selon Bilel Bouteba, responsable du service des activités culturelles de la bibliothèque principale de lecture publique de Constantine, le commissariat du festival a voulu se démarquer cette année en offrant aux enfants de nouvelles activités pour les aider à découvrir et à développer leur créativité, à l'instar du concours de jeu vidéo et l'atelier de «Soroban».

«Tous les ateliers et les spectacles proposés se veulent être une invitation pour les petits bambins à grandir dans l'amour de la science, de l'art et de la lecture et à aller constamment à la découverte du savoir», ajoute-t-il.

Ouverte à tout public, la 9^e

édition de la manifestation «Lire en fête» sera clôturée mardi par une remise de prix aux enfants ayant participé aux ateliers de calcul mental et de dessin notamment, en plus d'une remise d'attestations aux participants, a-t-on indiqué.

Affluence considérable des enfants à Chlef

Une grande affluence d'enfants a marqué la 9^e édition du festival culturel «Lire en fête», ouverte dimanche au musée national public «Abdelmadjid-Meziane» de Chlef, à l'occasion des vacances scolaires.

Cette manifestation a pour objectif principal de «promouvoir la lecture et l'amour du livre chez l'enfant», a indiqué le commissaire du festival, Mohamed Guemoumia, également direc-

teur du musée Abdelmadjid-Meziane, tout en se félicitant de l'«affluence considérable» ayant marqué l'ouverture de cet événement culturel d'une semaine.

Outre des pièces théâtrales à thèmes et autres chansonnettes qui seront animées par les enfants eux-mêmes, trois ateliers relatifs à la lecture, l'écriture en alphabet arabe, et le dessin sont portés au programme de ce festival culturel.

D'autres activités sont également prévues au titre de la même manifestation, dans nombre d'établissements culturels de la wilaya, à l'instar de la bibliothèque principale de lecture publique, qui abritera une table ronde sur le livre et les moyens de promotion de la lecture chez l'enfant, a ajouté le même responsable.

Les nombreuses familles

accompagnant leur progéniture, présentes sur place, n'ont pas manqué de louer ce type d'initiative, susceptible, selon eux, outre l'aspect pédagogique, de «recharger en énergie positive» leur enfants après un trimestre de labeur.

Une dame, Souad, accompagnée de ses trois enfants, a surtout souligné l'importance de ce festival dans l'ancrage de la culture du théâtre et de la lecture chez les enfants, soumis actuellement à «une invasion culturelle», a-t-elle déploré.

A noter également l'organisation, au cours de cette même semaine à Chlef, d'une semaine de l'enfance, au niveau de la maison de la culture du chef-lieu de wilaya, à l'occasion des vacances scolaires.

Amel N.

Cinéma

Le film d'horreur «Us» affole le box-office nord-américain

Le film d'horreur «Us» a connu un premier week-end d'exploitation ébouriffant, qui lui permet d'occuper dès sa sortie la tête du box-office américain, selon les chiffres provisoires publiés dimanche par la société spécialisée Exhibitor Relations.

Ce thriller glaçant mettant aux prises les membres d'une famille américaine avec leurs propres doubles malveillants a récolté 70,3 millions de dollars entre vendredi et dimanche aux Etats-Unis et au Canada, l'un des meilleurs démarrages de l'histoire pour un film du genre. Un nouveau succès se dessine donc pour son réalisateur Jordan

Peele, dont le premier film d'horreur «Get Out» lui avait valu en 2018 l'oscar du meilleur scénario original. «Us» a délogé de la première place, qu'il occupait depuis deux semaines, le film «Captain Marvel», dans lequel l'actrice oscarisée Brie Larson incarne une ancienne pilote d'élite dotée de super-pouvoirs. Ses 35 millions de dollars du week-end portent néanmoins son total à 910 millions dans le monde depuis sa sortie.

La troisième marche du podium est occupée, avec 9 millions de dollars en trois jours, par le film d'animation des studios Paramount «Le parc des merveilles», dans

lequel prend vie le parc d'attractions imaginé par la petite June. Il devance de justesse «Five Feet Apart» – quatrième avec 8,8 millions de dollars –, qui raconte l'histoire d'amour de deux adolescents, Stella (Haley Lu Richardson) et Will (Cole Sprouse), souffrant tous deux de mucoviscidose.

Désormais cinquième, «Dragons 3 : Le monde caché» a rapporté 6,5 millions de dollars au cours du week-end. Le film d'animation du studio DreamWorks réunit pour la troisième et dernière fois le jeune viking Harold et son dragon Krokmu.

R. C.



Championnats d'Afrique de lutte Les ambitions de la Falla

LES SÉLECTIONS algériennes des luttes associées prendront part aux championnats d'Afrique (cadets, juniors, seniors et féminine), prévus du 26 au 31 mars à Hammamet en Tunisie, avec l'objectif de décrocher le maximum de médailles lors de ce rendez-vous africain qui verra la participation de pas moins de 375 lutteurs. Lors de cette compétition organisée dans les trois styles (gréco-romain, libre et féminine), pas moins de 375 pays représentant 26 pays dont l'Algérie devraient prendre part à ces joutes africaines. Conduite par le président de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), Rabah Chebbah, la délégation algérienne est composée de 73 personnes dont 56 athlètes (14 cadets, 8 cadettes, 13 juniors garçons, 5 juniors filles, 14 seniors garçons et 7 seniors filles). Les pays engagés sont : la Tunisie, l'Algérie, l'Angola, le Burundi, le Congo, la RD Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée Bissau, la Guinée, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Maroc, la Namibie, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan, l'Ouganda, le Liberia, la

République centrafricaine, les Comores, le Cameroun et le Mali. «L'objectif assigné aux sélections nationales sera de faire bonne figure et représenter dignement les couleurs nationales lors de cette manifestation continentale qui verra la présence de 26 pays, un record de participation. Nous allons essayer de décrocher le maximum de médailles devant de redoutables adversaires égyptiens et tunisiens, sans oublier les Nigériens en lutte libre», a déclaré à l'APS le Directeur technique national (DTN), Idriss Haoues. Pour le DTN de la lutte, «au-delà des résultats techniques que nous voulons réaliser, notre objectif principal est de rendre complètes et compétitives les sélections nationales cadettes et juniors en vue des prochains rendez-vous dont les Jeux africains 2019 et les championnats du monde». Parlant de la préparation des équipes nationales, le même responsable s'est dit «très satisfait» du programme établi par l'instance fédérale afin de préparer les lutteurs dans de meilleures conditions à travers l'organisation de stages à Alger ainsi qu'à l'étranger.

Handi-basket /Nationale I /Tournoi play-down Trois formations joueront leur survie

TROIS ÉQUIPES joueront en fin de semaine leur survie en Championnat Nationale I de Handi-basket, lors du tournoi play-down, prévu du jeudi au samedi à la salle OMS de Bordj Bou Arréridj, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de l'organisation sportive (DOS) de la Fédération algérienne handisport (FAH). Le tournoi concernera l'ASHW Béjaïa, le FC Boufarik et Amel Khémis El Khechna qui ont terminé à la seconde phase du Championnat Nationale I, dans les trois dernières positions, après la 18^e et ultime journée de la phase. L'ASHW Béjaïa s'est classée 7^e avec (20 points), devant le FC

Boufarik (19 pts) et l'A Khemis El-Khechna (16 pts). Par ailleurs, le 1^{er} tournoi play-off (pour le titre) du Championnat d'Algérie, Nationale I, aura lieu les 18, 19 et 20 avril prochain, à Boussaâda. L'équipe d'Amel Boussaâda avait partagé la 1^{re} place de la première phase (18^e et dernière journée) ayant pris fin, samedi, avec Nour Hammadi avec 30 points, mais avec un goal-avérage particulier défavorable pour le Amel. Le second et dernier tournoi du play-off, décisif pour désigner le champion d'Algérie, saison 2017-2018, se jouera les 26 et 27 avril à la salle OMS d'Ouled Moussa (Alger).

Handball

Le MM Batna en division Excellence

L'ÉQUIPE DU Mouloudia Mouassassat Batna (MMB), qui évolue en première division de handball (groupe Centre-Est), a rejoint la division Excellence (messieurs) après la victoire remportée samedi à la salle omnisports d'El Tarf face à l'US Bouteldja, sur le score de 24 à 20. A deux journées de la fin de ce championnat national de la saison 2018-2019 (groupe Centre-Est), le MM Batna a officiellement accédé dans la cour des grands pour l'exercice prochain. Les Auréliens ont pris le dessus, après une première mi-temps dominée par les coéquipiers du capitaine Houssam El Gaoubi (16 à 8). Le coach du MMB, Abdelhakim Medjahed, a indiqué que ses joueurs «ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour assurer l'accession en division Excellence face à un adversaire rude», attestant que son équipe

ambitionne de garder «la main-mise» sur la compétition en continuant sur la même lancée. De son côté, le président du club promu, Ramzi Larine, se félicitant d'avoir atteint l'objectif fixé, a estimé que le mérite revient aux staffs administratif et technique, aux joueurs et fidèles supporters notamment, qui ont soutenu l'équipe durant toutes les rencontres de cette saison. Larine a révélé que cet objectif a été réalisé grâce également «aux efforts consentis et au soutien des autorités locales», notant que son équipe ambitionne de décrocher «une place au podium» lors de la saison prochaine et de repositionner le MMB, champion d'Afrique en 1995 (Cotonou-Bénin), à sa place d'antan.

Match amical/Algérie-Tunisie Les choses sérieuses commencent pour Belmadi

■ Les choses sérieuses commencent pour le coach national, Djamel Belmadi, qui devait préparer son groupe pour la CAN 2019 en effectuant une revue d'effectif et en essayant les différentes variantes qu'il devrait aligner lors de ce tournoi, avec ce match amical qui se dispute aujourd'hui face à la Tunisie.



Par Mahfoud M.

Après avoir joué leur dernier match comptant pour les éliminatoires de la CAN face à la Gambie, les Verts se tournent donc vers cette phase finale pour la préparer dans les meilleures conditions possibles. Le driver national qui avait incorporé de nouveaux éléments bénéficiant de leur première chance en EN face à la Gambie, souhaite, cette fois-ci, faire appel aux joueurs titulaires qui devront se frotter à un sérieux adversaire, étant donné que la Tunisie prépare

aussi la CAN à laquelle elle est qualifiée. Les Mahrez, Taïder, Bounedjah et consorts devront rassurer le coach des Verts qui compte énormément sur ses cadres pour réussir sa CAN. Ce sera un sérieux test pour les Algériens qui souhaitent être au rendez-vous pour cette compétition très importante pour eux. Le fait est que Belmadi pense qu'il est temps d'entamer la préparation proprement dite, avec ces matchs amicaux qui lui permettront de superviser un maximum de joueurs et tenter de trouver la formation idéale qui débuttera la Coupe d'Afrique des Nations.

Certes, la décision ne sera pas finale concernant la liste des 23 qui seront choisis pour la CAN, mais ce match face à la Tunisie sera un début pour tenter d'avoir une équipe bien préparée pour ce rendez-vous. A noter qu'un joueur comme Benrahma effectuera son apparition pour la première fois pour tenter de trouver des solutions au milieu, alors que le match sera particulier pour l'attaquant Bounedjah qui retrouvera des joueurs qu'il avait côtoyés dans le championnat tunisien du temps où il portait les couleurs de l'ES Sahel. **M. M.**

CAN-2019 (qualifications/ 6^e et dernière journée)

Le Bénin deuxième qualifié dans le groupe des Verts

La sélection nationale du Bénin s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations 2019 de football en s'imposant devant le Togo sur le score de 2 à 1 (mi-temps : 1-0), dimanche pour le compte de la sixième et dernière journée des éliminatoires (groupe D). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Djigla (12) et Mounie (83) pour le Bénin, alors

que Adebayor a réduit la marque pour le Togo (72). Grâce à cette victoire, le Bénin rejoint ainsi l'équipe nationale de football qui a été tenue en échec vendredi face à son homologue gambien 1-1. A l'issue de la dernière journée, les Verts, déjà qualifiés pour la phase finale avant cette ultime journée, terminent en tête avec 11 points, alors que le Bénin a arraché le deuxième

billet qualificatif avec 10 points. La Gambie occupe la 3^e position avec 6 points et le Togo ferme la marche avec 5 points. Le tirage au sort de la CAN-2019 aura lieu le 12 avril prochain au pied des Pyramides, au Caire. Cette édition verra la présence, pour la première fois, de 24 nations au lieu de 16 précédemment.

Tournoi UNAF de football U15

Le trophée revient à la sélection marocaine

La sélection marocaine a remporté, dimanche à Oran, le trophée du tournoi des U15 de l'Union nord-africaine de football (UNAF). Lors de cette troisième et dernière journée du tournoi, l'équipe marocaine a largement dominé l'équipe mauritanienne sur le score de 8-0. La deuxième rencontre entre l'Algérie et la Lybie s'est achevée sur le score d'un but à zéro (1/0) en faveur

des Verts. La sélection marocaine, après un match nul 1-1 face à son homologue libyenne en première journée, s'est imposée en deuxième match sur le score de deux buts à un face à la sélection algérienne. Ce tournoi, disputé en mini championnat du 20 au 24 du mois en cours au stade «Ahmed-Zabana» d'Oran, a regroupé quatre sélections de pays de la zone nord-africaine,

à savoir l'Algérie pays hôte, le Maroc, la Libye et la Mauritanie. Les vainqueurs de cette édition du tournoi UNAF ont été récompensés par des trophées et des médailles lors d'une cérémonie de clôture, en présence de membres du bureau exécutif de l'UNAF et de représentants de la direction de la jeunesse et des sports d'Oran et de personnalités sportives.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Béjaïa

Des travailleurs de plusieurs secteurs dans la rue

LA MOBILISATION en faveur du changement se poursuit à Béjaïa. Après la marche de vendredi dernier, la cinquième du genre et qui avait rassemblé des dizaines de milliers de personnes, des travailleurs de plusieurs secteurs ont investi hier la rue pour apporter leur soutien inconditionnel au mouvement populaire né le 22 février dernier. Les travailleurs de la Direction du commerce de la wilaya ont observé hier matin un rassemblement de protestation devant l'édifice situé aux Quatre chemins. Les protestataires ont arboré plusieurs pancartes sur lesquelles étaient inscrits des slogans hostiles au régime en place, exigeant clairement le départ du système et toute la caste au pouvoir depuis plusieurs décennies. De leur côté, les travailleurs de plusieurs autres secteurs, dont ceux de la Direction des travaux publics (DTP), transport, la Jeunesse et des Sports dont ceux de l'Opow, travailleurs de l'Inspj, ont organi-

sé des manifestations. Ils ont organisé des marches vers le siège de la wilaya, arborant l'emblème national, des banderoles et des pancartes portant des slogans hostiles au régime, invitant ce dernier à partir et appelant à un changement radical du système et ses têtes, l'instauration d'un Etat de droit, démocratique et social. Des slogans ont été scandés durant la marche qui a conduit les manifestants à converger vers le siège de la wilaya où un rassemblement a eu lieu. Par ailleurs, nous avons appris que des travailleurs affiliés à l'Ugta et du secteur des Finances devraient eux aussi rejoindre le mouvement populaire et sortir dans la rue au chef-lieu cette semaine. Ceci pendant que les communaux poursuivront la mobilisation suite à des appels lancés par le Snapap (Cgata).

H. Cherfa

Aprue/En 2019

Lancement d'un nouveau programme d'isolation thermique

UN NOUVEAU programme d'isolation thermique des bâtiments d'une capacité de «1 000 équivalents logements/an» sera lancé en 2019, a indiqué, hier à Alger, un responsable à l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue). «Il s'agit du deuxième programme d'éco-bâtiment, après celui d'un projet pilote de 600 logements de type public locatif, lancé en 2011. La particularité de ce nouveau est l'envergure nationale et son lancement par voie d'appel d'offres», a précisé le chef de département bâtiment auprès de l'Aprue, Tahar Moussaoui, lors un séminaire sur l'efficacité énergétique dans le bâtiment, organisé en marge du Salon international du bâtiment (Batimatec Expo 2019). A cet effet, un cahier des charges est «en préparation», selon ce responsable. Ce programme sera focalisé essentiellement sur l'amélioration de l'isolation des toitures et des fenêtres, a-t-il expliqué. Concernant le financement des surcoûts, le même responsable a fait savoir que «l'apport de l'Etat dans la réalisation de ce programme sera de 80% du surcoût

induit par l'isolation, alors que l'apport du maître de l'ouvrage sera de 20%». Il a également avancé que l'économie d'énergies cumulées à 2030 sera de 40 000 Tep. Dans ce contexte, M. Moussaoui a mis l'accent sur l'importance de développer une industrie des matériaux isolants (laine de roche, laine de verre, polyuréthane, liège, polystyrène...). De son côté, le directeur général du Centre national d'étude et de recherche intégrée du bâtiment (Cnerib), Hamid Afra, a indiqué qu'un accord était en cours d'élaboration entre les ministères de l'Energie et celui de l'Habitat pour la réalisation de deuxième programmes éco-bâtiments, portant réalisation de 1 000 équivalents logements par an. Pour rappel, le premier programme d'éco-bâtiment lancé en 2011 a porté sur un projet pilote de 600 logements de type public locatif (LPL), répartis sur le territoire national à travers onze wilayas représentant les trois zones climatiques : nord, Hauts-Plateaux et sud.

K. L.

LE DINAR ALGÉRIEN PERD SA VALEUR



Loumis

Djalou@hotmail.com

Téléphonie mobile

Avec S3X, HOT 6X et Smart 2, Infinix se lance officiellement en Algérie

■ #Innovation Pour Tous, tel est le slogan d'Infinix, une marque chinoise de Smartphones haut de gamme qui vient officiellement de commercialiser ses produits en Algérie.

Par Lynda Naili

«Avec l'esprit de marque #Innovation Pour Tous, nous sommes confiants d'apporter les produits et l'expérience de marque les plus innovants au marché algérien», a déclaré Benjamin Jiang, directeur général d'Infinix, lors de la conférence de presse tenue hier soir à l'hôtel Sheraton-Alger. Lequel marché, ajoutera-t-il, constitue «une porte d'entrée tant pour l'Europe que pour l'Afrique».

Benjamin Jiang estimera que «la forte concurrence sur le marché de la téléphonie mobile en Algérie ne constitue nullement une crainte pour Infinix, dans la mesure où, d'une part, le marché a besoin de plusieurs acteurs, et d'autre part, grâce à l'intelligence, à l'innovation, à la compétitivité de ses produits mais aussi forte par un service après-vente disponible via une application, Infinix se trouve totalement rassuré». Pour sa part, Chris Xu, DG Infinix Algérie, enchaînant dans ce sens, dira qu'«Infinix ne vient pas en Algérie uniquement dans l'optique de la commercialisation de ses produits, mais s'implanter sur le national à travers l'installation, avec des contrats de partenariats locaux (dont il tirera le nom pour l'instant), d'une usine pour le montage de ses produits». «Tous les produits d'Infinix seront fabriqués localement par des ingénieurs et une main-d'œuvre algérienne locale formés à la technologie d'Infinix», ajoutera-t-il à ce sujet. Une technologie, soulignera-t-il, qu'Infinix compte transférer à travers la formation en continu de ses employés algériens. Ceci tout en précisant que «le portable est pour nous seulement une entrée sur le marché algérien, car nous comptons aussi développer un



PH. E. Soraya J. A.

écosystème en Algérie à travers la fabrication d'autres accessoires innovants en téléphonie». Assurant sur le rapport qualité-prix des Smartphones Infinix, Chris Xu affirmera que «toute la gamme Infinix, actuellement en fabrication avec notre partenaire algérien qui sera mise sur le marché très prochainement, est d'un prix très raisonnable. Pour cela, nous avons étudié tout le processus de fabrication jusqu'à l'arrivée finale de nos produits au consommateur, et ce, en vue de contrôler et de réduire le prix de vente». S3X, HOT 6X et Smart 2, les trois Smartphones Infinix Algérie Conçue pour les jeunes générations alliant l'élégance du design et des fonctionnalités innovantes, la gamme Infinix en Algérie concerne trois Smartphones, le S3X qui constitue le haut de gamme, cédé à 27 000 DA. Avec une expérience visuelle complète le S3X propose un affichage complet de 6.2 pouces HD + 19.9 qui rend presque invisible sur les côtés avec une luminosité de vue immersive particulièrement pour les films et les jeux. Outre une double caméra dont une spécialement dédiée aux selfies, le S3X se caractérise par le déverrouillage facial en vue de sécuriser les informations person-

nelles. Notons qu'Infinix Algérie, en cas d'endommagement de l'écran du SX3, propose un remplacement gratuit dans les 100 jours qui suivront l'achat du Smartphone. Vient ensuite le HOT 6X, vendu à 22 000 DA, avec un écran infini de 6.2 pouces HD+19.9 aspect ratio qui améliore l'expérience divertissement immersif qu'il s'agisse de clips vidéo, de jeux, de lecture ou de divertissement social en ligne. En effet, le HOT 6X, intégrant la technologie «Dirac HD Sound» permet de tout voir en même temps. Doté d'un processeur Snapdragon 425, le HOT6X est disponible avec 2Go de Ram et une mémoire interne de 16 Go auquel s'ajoute un espace de carte mémoire disponible pour augmenter la capacité de stockage jusqu'à 128 Go. Enfin, pour 14 000 DA, le Smart 2, le premier téléphone à double SIM avec prise en charge du réseau 4G fonctionnant sous Android Oreo : GO Edition. Avec un écran de 5.5 infinity HD+ un afficheur de 18.9 qui porte un design Slim Bezel, il offre une expérience visuelle exceptionnelle et une utilisation confortable en portée de main. Il est aussi équipé d'une caméra arrière de 13 MP accompagnée d'un flash LED et plusieurs autres fonctionnalités, dont la caméra selfie de 8 méga. Ainsi, grâce à des interactions quotidiennes, les produits intuitifs deviennent un mode de vie qui représente des expériences novatrices pour les jeunes du monde entier, des Algériens en particulier. Par ailleurs, outre son réseau de distribution et de commercialisation déployé au niveau national, Infinix, fortement concentré sur le e-commerce, est en partenariat avec l'opérateur de vente en ligne Jumia-Algérie.

L. N.